

9 décembre 2002, Québec

Allocution devant la Chambre de commerce de Montréal

Monsieur le Président de la Chambre,
Monsieur le Maire de Montréal,
Cher Monsieur le ministre d'État, chers collègues du Conseil des ministres,
Chers collègues de l'Assemblée nationale, Mesdames et Messieurs, Chers amis,

Je suis venu souvent à la Chambre de commerce de Montréal. J'ai parlé devant cet auditoire à plusieurs reprises. Une des meilleures présentations que j'ai eues — celle d'aujourd'hui était bonne et factuelle — c'est un de vos anciens présidents, Pierre Laferrière, qui est un de mes amis — vous allez voir que c'est un de mes amis pour dire ce qu'il a dit — quand l'économie s'est mise à aller mieux, c'est-à-dire après qu'on ait été au pouvoir depuis six ou huit mois, il m'a présenté à la Chambre en disant : Je me demande si Landry sera aussi éloquent pour parler d'une économie qui va bien qu'il l'était pour nous expliquer pourquoi elle allait mal. Alors, vous serez juges aujourd'hui de cette chose. Mais je voudrais vous dire qu'on apprend beaucoup de choses à parler devant les chambres de commerce. Et des présentations... Une des bonnes que j'ai eues aussi — ce n'était pas à Montréal, c'était en région — c'est un président de chambre de commerce qui m'a présenté en disant que, lui, parler en public, ça le tuait et que, moi, ça devait être dans mes habitudes. Alors, il a dit: Moi, j'ai peur de trois choses : J'ai peur de mourir, comme tout le monde; j'ai peur de parler en public, puis, j'ai peur de mourir en parlant en public. Bien, moi, je le dis tout de suite, ce que je vais dire va mener à cette conclusion : J'ai peur de trois choses — et la ministre des Finances à qui j'ai parlé ce matin partage les mêmes inquiétudes — on a peur de trois choses : faire des déficits, monter les taxes, couper dans les services aux citoyens. Ça nous fait tellement peur qu'on ne le fera pas.

Alors, vous allez voir, au cours de mon exposé, pourquoi on ne le fera pas et comment on devrait arriver, avec votre aide, à ne pas le faire.

Mais parlons de cette ville. Cette ville qui est nouvelle depuis ma dernière présence à la Chambre, puisque ce qui aurait dû être fait probablement du temps de Jean Drapeau, ce qui aurait dû être un des fleurons de la Révolution tranquille, les fusions municipales, ne l'a pas été jusqu'à ces tout derniers temps. Je suis très fier de faire partie d'un gouvernement qui, puisant dans ses réserves de courage, a fait ce qui devait être fait, et je suis fier de voir l'action du maire de Montréal, de son chef de l'opposition et de ses collaborateurs pour faire naître cette ville et lui donner institutionnellement la place signalée qu'elle occupe déjà dans le monde.

Ce sera beaucoup plus facile maintenant d'affronter les problématiques de notre temps et celles du commerce extérieur et de la concurrence très vive pour les investissements, les vents nouveaux, parfois favorables, parfois critiques, de la mondialisation avec une ville qui porte son nom. Plusieurs d'entre vous, je les reconnais, sont venus faire la promotion du Québec avec moi à l'étranger dans des missions et on n'a jamais parlé de Beaconsfield, je vous le jure, ni à Davos, ni au Salon du Bourget, ni à Farnborough, nulle part, ni de la ville de Saint-Laurent, d'ailleurs, ni de Saint-Léonard et de tous ces endroits charmants, ou des

arrondissements ou des quartiers, qui ne perdront pas leur identité, nous parlions de Montréal.

Maintenant, à l'avenir, on va parler de Montréal, ça va être vrai : Venez à Montréal! Voici quelles sont ses institutions, sa fiscalité, sa gérance. Et le gouvernement national du Québec, qui a donné naissance à cette nouvelle ville, a bien l'intention de l'appuyer. C'est pour ça que je vous dis que le contrat de ville, que nous négocions intensément et de bonne foi avec les autorités municipales de Montréal, est pratiquement accepté. Nous avons pratiquement des accords dans tous les domaines cruciaux, y compris les questions fondamentales d'argent, et on peut dire une entente de principe sera rendue publique très bientôt. Je peux vous dire aussi que, pour les travaux de construction auxquels nous avons contribué puissamment, le Palais des congrès, inauguré cette semaine... D'ailleurs, j'ai eu une petite déconvenue la veille de l'inauguration. Vous savez que, quand on a décidé de faire ce palais des congrès, qui coûtait à peu près 180000000 \$, on a supplié le gouvernement du Canada. Paul Martin, que je rencontrais à toutes les réunions de ministres des Finances : Paul, tu as un Palais des congrès à Montréal, il faut que tu nous aides, il faut que tu fasses ta part. J'ai supplié mon ami Jean Chrétien, mais ils m'ont dit : Ce n'est pas possible. Premièrement, on n'a pas de programme, puis, deuxièmement, si on le fait à Montréal, il va falloir le faire partout, dont à Vancouver.

La veille de l'inauguration du Palais des congrès, je suis rentré dans mon appartement à Québec, celui que vous connaissez, il est célèbre maintenant.

Il est payé par vos taxes, d'ailleurs, et ce n'est pas cher. Alors, je suis rentré là, à 10 heures du soir, comme tous les soirs; généralement, je me couche et je dors. Mais, j'ai eu l'imprudence d'ouvrir la télévision, ça ne m'a pas aidé à dormir. J'ai vu Jean Chrétien et mon ami Gordon Campbell, premier ministre de la Colombie-Britannique, qui annonçaient la construction du Palais des congrès de Vancouver avec une contribution fédérale de 200000000 \$. Ça m'a privé de sommeil pendant au moins un bon quart d'heure...

Alors, nous, à Montréal, on a décidé de le faire, le Palais des congrès, il est inauguré. La Grande Bibliothèque est en construction. Nous avons décidé de nous intéresser puissamment à l'îlot Val Moral pour y faire une salle de concert digne de l'un des meilleurs orchestres symphoniques du monde, pour y faire un conservatoire qui illustre la culture québécoise, ici et ailleurs, et, enfin, un édifice administratif. Tout cela va de l'avant. Le concours international va bon train et l'îlot Val Moral sera peuplé comme il doit l'être, humainement puis physiquement, avant qu'il ne soit longtemps.

Nous avons décidé également de soutenir puissamment dans le voisinage la place des festivals et le rôle joué par Alain Simard, qui est parmi nous. Je lui dis de ne pas être trop nerveux, nous allons continuer à appuyer son projet qui illustre bien ce qu'est Montréal, un endroit où la culture et l'art de vivre comptent autant que la haute technologie et que les finances. D'ailleurs, il y a une relation entre les deux phénomènes.

Oui, Montréal, qui naguère avait comme image internationale une montagne de poussière grise à laquelle certains en rajoutaient chaque semaine, sinon chaque jour, n'est plus ce qu'on avait coutume de dire qu'elle était. Je me souviens d'une phrase qui m'avait fendu le coeur, pourtant d'un homme de bonne foi, un homme qui s'occupe de charité et qui s'occupe

des jeunes en particulier, qui avait dit vers 1994-1995 : La seule industrie en expansion à Montréal, c'est celle des banques alimentaires. Je ne sais pas si vous vous rappelez? Totalement désolant d'entendre ça. Mais, aujourd'hui, Montréal, et vous le savez profondément... Il faut le redire parce que la psychologie est importante en économie. Le succès apporte le succès, et claironner que ça va mal quand ça va mal, ça va plus mal encore. Claironner que ça va mal quand ça va bien, c'est de faire que ça recommence à aller mal. Alors, moi, ce que je vous propose aujourd'hui, c'est de claironner que ça va bien quand ça va bien, et pas à peu près.

Montréal est la deuxième métropole du monde en aérospatiale, vous le savez, dépassée uniquement par Seattle, et avant Toulouse. Montréal est la troisième parmi les métropoles nord-américaines pour le secteur de l'industrie biopharmaceutique, quatrième dans les secteurs des technologies de l'information. Je viens de vous nommer les trois secteurs les plus porteurs d'avenir, en dépit des accidents conjoncturels qui peuvent se produire. Il n'y a qu'une toute petite fraction de l'humanité qui a déjà pris l'avion. Il y a de la place pour du développement. Hélas, dans les biologies, biotechnologies, pharmacologies, je vous l'ai déjà dit, la vie s'allonge, et c'est une bonne nouvelle. On dit que les petites filles qui sont nées aujourd'hui, cette année — et c'est le cas dans ma famille — une sur deux vivra jusqu'à 100 ans, c'est formidable. Mais tout cela va consommer de plus en plus de produits de l'industrie pharmaceutique et biopharmaceutique. En dépit des progrès de la médecine, le taux de mortalité de notre espèce est toujours de 100 %, mais l'événement survient plus tard. Alors, aérospatiale, nous y sommes, pharmacologie, biotechnologie, nous y sommes, technologie de l'information, nous y sommes. Nous y sommes à tel point qu'une étude de Price Waterhouse a démontré que Montréal est au quatrième rang en Amérique du Nord pour le nombre d'emplois per capita dans le secteur de la haute technologie, quatrième dans le continent le plus puissant de la Terre à cet égard. La revue américaine ... classe Montréal au cinquième rang mondial des plaques tournantes des nouvelles technologies $\frac{3}{4}$ mondial cette fois-ci, pas nord-américain $\frac{3}{4}$ à égalité avec New York et Seattle, mais devant Los Angeles, Paris et Tokyo. Nous ne sommes pas portés sur l'autosatisfaction. Au contraire, je ne dénonce pas globalement le phénomène, mais on a une certaine tendance à l'autoflagellation, ce qui nous stimule, ça nous permet d'aller plus loin. On s'est tellement flagellé qu'on est allé loin en maudit, comme je vous l'ai dit. Et ça, c'est Montréal et c'est le Québec aussi. D'abord, le mois dernier, Montréal a eu un taux de chômage plus bas que Toronto, vous le savez. Il a monté légèrement ce mois-ci, mais le taux de chômage plus bas que Toronto, vous le savez. Il a monté légèrement ce mois-ci, mais le taux de participation a monté. Il n'y a jamais autant d'hommes et de femmes qui ont travaillé à Montréal dans toute l'histoire de Montréal que maintenant. Alors, c'est formidable pour la métropole du Québec. Mais c'est formidable pour le Québec entier aussi. D'abord, je ne veux pas vous faire de peine mais, dans notre capitale nationale, Québec, le taux de chômage est plus bas que dans la capitale provinciale de l'Ontario et Toronto. Mais il est plus bas à Drummondville qu'à Québec, il est plus bas à Lac-Mégantic qu'à Drummondville. C'est-à-dire que la prospérité québécoise n'est pas l'apanage des belles grandes villes que nous avons maintenant. Les régions sont présentes d'une façon dynamique, à leur manière, sauf quelques-unes que l'on appelle les « régions-ressources ». Je vous demande d'y penser, de penser à notre Gaspésie régulièrement. L'espoir renaît en Gaspésie. Nous avons besoin de la Gaspésie, comme la Gaspésie a besoin de nous. L'Abitibi est affectée par le prix des métaux primaires. Je vous rappelle qu'il y a eu des périodes dans l'histoire pas si lointaine où le taux de chômage était plus bas en Abitibi qu'à Montréal. Donc, l'Abitibi contribuait au soutien de Montréal. Je vous

rappelle qu'il y a dans cette île des sièges sociaux qui n'auraient aucune pertinence s'il n'y avait pas de travailleurs et travailleuses en région ni de richesses naturelles en région. Je suis sûr qu'Alcan n'aurait pas son siège à Montréal si les ressources n'étaient pas dans notre Québec. Même chose pour les grandes papetières et les grandes minières. Alors, j'aime faire la promotion de Montréal, j'aime soutenir Montréal, mais j'aime rappeler à chacun et chacune que Montréal est au Québec. Et le Québec lui-même, franchement, il se porte plutôt bien. Je vous donne les chiffres aussi étonnants : depuis cinq ans $\frac{3}{4}$ cinq années consécutives de statistiques $\frac{3}{4}$ le Québec a la plus forte croissance du produit intérieur brut, en chiffres absolus, per capita, de tous les pays de l'OCDE. Alors, plus que la France, plus que la Grande-Bretagne, plus que le Japon. Ce ne sont pas leurs plus belles années, c'est vrai. Donc, une performance internationale remarquable.

En matière d'actions sectorielles de haute technologie, c'est aussi fulgurant. Sur à peu près 170 pays dans le monde, pour la proportion PNB exportée en haute technologie, notre Québec arrive au quatrième rang, dépassé seulement par l'Irlande $\frac{3}{4}$ qui a eu la sagesse de faire ce qu'il fallait faire il y a un certain nombre de décennies $\frac{3}{4}$ la Corée du Sud, les États-Unis d'Amérique, notre grand voisin. Quatrième rang, Québec.

En aérospatiale, toujours sur 170 pays à peu près, Québec est le premier au monde, suivi immédiatement par les États-Unis d'Amérique et par la France. D'ailleurs, il y a un rapport entre les deux : nous sommes forts en aérospatiale, en pharmacie et biotechnologie, en haute technologie largement parce que nous sommes à un puissant confluent culturel, en raison de notre profonde nord-américanité. Montréal est une ville nord-américaine, le Québec est une partie importante de l'Amérique du Nord, mais, et Montréal et Québec sont les mieux connectées du continent à l'Europe de l'Ouest.

En aérospatiale, par exemple, la France est troisième, les États-Unis sont deuxièmes, puis nous, on dit : Nous sommes une sorte de synthèse des deux, de sorte qu'on est premier. C'est ça la convergence culturelle bien vécue dans le respect de notre langue, de notre dignité, de nos caractéristiques nationales. En matière de langue, nous fêtons — c'est rare que je parle de langue à la Chambre de commerce, mais, là, j'ai quelques sujets d'inquiétude, et je vous les communique — nous fêtons, cette année, le 25e anniversaire de la loi 101, la Charte de la langue française, qui a établi vraiment des progrès culturels extraordinaires, un certain équilibre linguistique bien vécu par ceux qui ont comme langue maternelle toutes les langues qui peuvent se parler dans l'île de Montréal. Des anglophones de moins de 50 ans qui ne parlent pas français, ça devient une curiosité, c'est de plus en plus rare à trouver. Donc, des projets fantastiques.

Mais il y a un bruit incessant de rumeur de recul que les médias nous montre et de façon plus ou moins scientifique, que certaines enquêtes commencent à démontrer. Alors, je vous dis : Attention, on ne va pas rouvrir un dossier linguistique qui avait été si bien géré et pratiquement fermé parce que certaines gens d'affaires sont négligents par rapport à la protection culturelle. Alors, attention, « cuidado », comme on dit. On avait une situation satisfaisante, il ne faut pas que ça dérive, il ne faut pas que ça glisse, parce qu'on va être obligé de recommencer des débats, puis recommencer des législations qui pourraient ne pas être nécessaires si les hommes et les femmes d'affaires de Montréal réalisaient que la langue officielle du Québec, c'est le français, et que la langue de la ville de Montréal, c'est le français aussi, que c'est notre instrument commun de communication et que ça nous a bien

payés d'être à la fois Européens et Nord-Américains. On en a la synthèse économique. Donc, si Montréal se porte bien, si le Québec va bien sur le plan économique, si nos réalisations sociales sont impressionnantes — je chemine toujours vers ma conclusion — nous avons des garderies à 5 \$, ça coûte en une journée à Toronto ce que ça coûte en une semaine au Québec pour faire garder un enfant. La dernière fois que j'ai dit ça, il y a un gars qui s'est levé et qui a dit : Non, mon garçon est là, demandes-lui, c'est 40 \$ que ça coûte. Ah, ce doit être dans un beau quartier. Que ce soit 40 ou 25, on a là une réalisation sociale fantastique, des garderies à 5 \$. Il y a 150000 places d'ouvertes, il en manque encore 50000. Dans notre plan d'action, nous avons dit que nous voulions servir les jeunes couples du Québec qui veulent avoir des enfants.

Vous savez qu'un de nos principaux problèmes... Je l'ai dit, le gars disait : J'ai peur de trois choses. Et le chef des Gaulois disait : Moi, j'ai peur d'une seule chose, que le ciel me tombe sur la tête. Moi, j'ai peur d'une seule chose dans notre Québec contemporain, c'est de la démographie. C'est de la démographie. Il faut être là, il faut être présent. Moi, j'ai le plus grand respect pour les gens qui ont mon âge et plus, mais une société qui serait surtout composée de gens qui ont mon âge et plus, est-ce qu'elle ferait naître beaucoup de Joseph-Armand Bombardier et de Pierre Péladeau? L'impulsion d'être Joseph-Armand Bombardier et de Pierre Péladeau? L'impulsion d'être Joseph-Armand Bombardier ou Pierre Péladeau, en général, ça se produit avant d'avoir 65 ans. Alors, qu'est-ce que vous voulez... Il y a des exceptions. Non, non... Il y a une chanson française, vous vous rappelez, un chansonnier français qui avait atteint cet âge là, a fait une chanson dans laquelle, à chaque couplet, il disait qu'un gars de 65 ans et plus avait fait plein de choses, avait inventé le téléphone, et ci, et ça. Je veux bien, mais, statistiquement, ma première position est exacte, et la natalité et la démographie m'inquiètent. Or, notre taux de natalité a augmenté pour la première fois en 30 ans l'an dernier, très probablement à cause des garderies à 5 \$. Les jeunes parents travaillant tous les deux sont capables de faire des familles en confiant les enfants à des centres de la petite enfance qui sont, je vous le jure, de petits bijoux de socialisation, de pédagogie. Je voyais un article dernièrement dans les journaux au sujet d'une jeune femme qui amenait son enfant à la garderie, qui criait au meurtre, qui ne voulait pas y aller. Au bout d'une semaine, il criait au meurtre, le samedi, parce qu'elle ne l'amenait pas là. C'est vraiment quelque chose qu'il faut maintenir. Alors, quand je dis services publics, on a des services publics audacieux, des services publics que les gens des autres pays nous envient, nous voulons les garder.

Ça m'amène à ma conclusion, et je vous prie de l'écouter attentivement, je vous prie d'agir en citoyens et en citoyennes responsables, quel que soit votre métier. Ce que je vais vous dire, d'abord, a fait l'objet d'un consensus dans notre Assemblée nationale, ce qui est rare, n'est-ce pas normal. On est dans un système contradictoire, l'opposition s'oppose, parfait, c'est très bien. Ils peuvent s'opposer le plus longtemps possible, d'ailleurs, ça va faire notre affaire. Mais, des fois, on s'entend. Des fois, on s'entend. On s'est entendu il y a quelques mois, tous les partis présents à l'Assemblée, plus vous de la société civile, parce qu'on a fait un forum national sur le déséquilibre fiscal. Et vous savez quelle est la conclusion : Trois partis réunis, plus les chambres de commerce aussi bien que les organismes qui veulent qu'on présente une loi pour contrer la pauvreté et l'exclusion. Ce que nous fîmes d'ailleurs, c'est approuver le rapport Séguin, qui est une preuve mathématique et scientifique irréfutable du déséquilibre fiscal entre le gouvernement central et le gouvernement du Québec, puisque Séguin parle du Québec, mais ça pourrait s'élargir aussi aux autres

provinces. Et que dit Séguin? Vérifié par le Conference Board, vérifié par StatCan, Séguin dit que nous envoyons, les deux tiers de nos impôts à Ottawa qui, en raison de nos responsabilités, ne nous retourne pas notre part, c'est-à-dire 50000000 \$ par semaine; 50000000 \$ par semaine, 25000000 \$ par année.

Alors, ça, c'est la première période que je résume : unanimité des trois partis à l'Assemblée nationale, unanimité du Forum sur le déséquilibre fiscal, doublé de l'unanimité du Rendez-vous national des régions qui a, par résolution spéciale, aussi confirmé le rapport Séguin. Alors, ce que je veux vous dire, là, vous ne pouvez pas... Si vous connaissez Yves Séguin, c'est un homme charmant, mais ce n'est pas un plaisantin, et les 10, 12 personnes économistes, juristes, scientifiques de toutes sortes, qui ont travaillé avec lui non plus; les vérificateurs du Conférence Board, non plus. On n'a pas fait vérifier le rapport Séguin par Arthur Andersen, nous autres. On l'a fait vérifier par le Conference Board. Je vous supplie de croire que c'est vrai, parce que c'est vrai. Deuxième élément factuel, commission Romanow. Il y a de bonnes nouvelles dans la commission Romanow. D'abord, il y a un bon test de crédibilité pour ceux et celles qui avaient nié le déséquilibre fiscal. Vous savez, quand on a dit : Il y a un déséquilibre fiscal, non, non, non, il n'y en a pas, ce n'est pas vrai. C'est une invention de la classe politicomédiatique québécoise. Alors, « politico », comme les trois partis sont là, c'était déjà quelque chose comme généralité. Mais, mettre les journalistes dans le même sac que nous, bien là, c'était le comble de l'audace. Et c'est un ministre fédéral qui a dit ça : C'est une invention de la classe politicomédiatique. Alors, si c'est ça, comment ça se fait que Romanow dit qu'il faut donner de l'argent aux provinces? Vous voyez bien, qu'il y a eu une sorte de manipulation. Les provinces ont besoin d'argent pour la santé. Romanow l'a dit, et c'est très bien. On a rappelé que j'avais fait mon droit. Je me souviens d'une chose quand j'ai étudié le droit, l'aveu de la partie adverse est la meilleure des preuves. Alors, il y a un déséquilibre fiscal. Romanow le dit, Bravo, Romanow! Serait-ce le dernier des Romanow que ça valait la peine.

Par ailleurs, il y a des choses dans Romanow qui sont aussi fondamentales, au-delà des chiffres, et sympathiques : Un système universel. Et sur ce, la position du gouvernement du Québec $\frac{3}{4}$ je ne parle pas des autres partis, je parle du mien $\frac{3}{4}$ du gouvernement du Québec, est cohérente avec celle de Romanow.

Nous n'avons rien contre un secteur privé-privé-privé. Qu'un Québécois aille se faire soigner à la clinique Mayo, qu'il paie de sa poche, on n'a rien contre ça, c'est la liberté. On n'a rien contre un secteur privé-privé à Montréal. Qu'une personne aille se faire remplacer une hanche, que ça coûte 10000 \$, qu'elle paie de sa poche, alors que le médecin se paie, paie ses infirmières, paie ses instruments, paie son loyer, parfait! Mais jamais dans un hôpital public québécois nous n'allons tolérer que quelqu'un vienne couper la file en payant. Parce que les hôpitaux publics québécois, ils ont été payés par les impôts de tout le monde et ce sont des endroits de justice et d'égalité. Là-dessus, bravo, Romanow! Romanow est un homme qui partage ces principes et que, j'espère, vous partagez tous et toutes. Alors, qu'est-ce qui cloche dans Romanow? Bien, beaucoup de choses. Et là aussi on a une motion unanime de l'Assemblée nationale, chose rare. D'abord, Romanow, il ne met pas assez d'argent. Quand on dit que c'est 50000000 \$ par semaine, ce n'est pas 800000000 par année. Il nous offre 800000000 par année. Qu'est-ce qu'on va faire avec 800000000 par année? On a besoin de 25000000, 50000000 par semaine. Alors, dans Romanow, pas assez d'argent. Puis, dans Romanow, trop de conditions. C'est aussi simple que ça.

Notre motion unanime de l'Assemblée nationale, c'est sans condition. Le chef de l'opposition officielle a dit trois fois de suite à la télévision: Inconditionnel, inconditionnel, inconditionnel. Puis, moi, j'ai mis à la puissance 2. Alors, ça va être inconditionnel.

Romanow dit qu'il veut faire une uniformisation nationale du système de santé au Canada. Il y a là-dedans une erreur profonde : le Québec est une nation. Il y a au moins deux nations pour l'ensemble des Canadiens et pour nous. Je dis au moins parce que, pour nous, Québécois, il y en a plus que ça. On a reconnu en 1985 que les aborigènes du Québec formaient des nations. Et on discute de nation à nation. Puis, on a signé la grande paix des braves avec les Cris, basée sur ces principes. Alors, quoi? Si vous croyez ce que je dis et même si vous êtes très critique, la preuve est forte, n'est-ce pas? L'unanimité de l'Assemblée, des forums. Si vous croyez ce que je dis, qu'est-ce que je vais faire après, s'il nous manque 50000000 \$ par semaine? On s'est battu comme des enragés, vous le savez, appuyés par vous d'ailleurs et par beaucoup de groupes progressistes, dont la Fédération des travailleurs du Québec et plusieurs syndicats pour arriver au déficit zéro, il le fallait. Si j'ai l'honneur, comme ministre des Finances du Québec, de me lever et d'annoncer pour la première fois en 50 ans que le déficit serait de zéro, mon prédécesseur qui l'avait fait, c'est Johnny Bourque, député de Sherbrooke, ministre des Finances de l'Union nationale, un demi-siècle plus tôt. Et, pendant cinq ans de suite, que ce soit moi ou ma collègue Pauline Marois, on s'est levé et on a dit : Déficit zéro. Là on est acculé à ne plus être capable de le dire. Mettez-vous à notre place. Les séances du Conseil des ministres du gouvernement du Québec, les mercredis, sont toutes douloureuses parce que cette situation devient invivable. Nous ne voulons pas retourner au déficit zéro. Pauline Marois et moi avons eu le bonheur de baisser les impôts et taxes au Québec plus que dans toute l'histoire du Québec. On les a baissés de 11000000000 \$. Voulez-vous qu'on les remonte? Voulez-vous qu'on les remonte?

On a eu le bonheur de faire le ménage dans les dépenses publiques du Québec. Aller vers le déficit zéro, ça n'a pas été facile, puis gérer le Conseil du trésor aujourd'hui — le président est ici, Joseph Facal — c'est plus souffrant encore qu'une séance du Conseil des ministres, c'est un sous-comité spécialisé dans la douleur. Alors, je ne peux pas vous lancer un appel plus pathétique. Le gouvernement national du Québec a besoin de votre appui pour que nos finances publiques restent en équilibre, qu'il n'y ait pas de hausse de taxes et d'impôts ni de coupure dans nos services, que nous avons déjà épurés durant la marche vers le déficit zéro. Alors, avis aux intéressés : Nous avons absolument besoin que le gouvernement central du Canada reconnaisse la tragédie qu'il est en train de préparer et qu'il prépare depuis longtemps. Si vous trouvez que j'ai des mots durs, là, Gérard D. Levesque, qui était un homme éminemment sympathique, intelligent, jovial et Gaspésien, employait des mots plus durs que moi. Gérard D. Levesque disait que c'était un fédéralisme prédateur. Le fédéral se comportait comme un oiseau de proie qui étouffe sa proie. Je ne vous ai jamais dit ça aujourd'hui, moi, je n'ai jamais dit de choses comme ça, n'est-ce pas.

Mais allez au-delà des mots, s'il vous plaît, allez à cette réalité profonde. Nous voulons que la société québécoise continue à prospérer, que Montréal reste un joyau de haute technologie et qu'on puisse l'aider dans ses finances publiques, que le taux de participation au marché du travail à Montréal et au Québec soit le plus haut de l'histoire. Mais, pour ça, il faudra que, comme citoyens et comme citoyennes, nous acceptions de faire face à certaines responsabilités et le faire avec lucidité. Alors, c'est ce dont je voulais vous parler aujourd'hui. Je pense que mon ami Pierre Laferrière dirait : Oui, oui, tu parles aussi bien quand ça va bien

que quand ça va mal et tu as tellement peur que ça recommence à aller mal que tu mets beaucoup d'intensité dans tes propos aux citoyens. C'est ça que j'ai fait avec vous, citoyens et citoyennes, et je vous demande d'y réfléchir et d'agir en conséquence. Merci.